

DUMONT, F., J. HAMELIN et J.-P. MONTMINY, sous la dir. de. *Idéologies au Canada français, 1930-1939*. Coll. « Histoire et sociologie de la culture », no 11. Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, 361 p. \$10.00.

Pierre Trépanier

Volume 35, Number 1, juin 1981

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/303932ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/303932ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Trépanier, P. (1981). Review of [DUMONT, F., J. HAMELIN et J.-P. MONTMINY, sous la dir. de. *Idéologies au Canada français, 1930-1939*. Coll. « Histoire et sociologie de la culture », no 11. Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, 361 p. \$10.00.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 35(1), 101–104.  
<https://doi.org/10.7202/303932ar>

DUMONT, F., J. HAMELIN et J.-P. MONTMINY, sous la dir. de. *Idéologies au Canada français, 1930-1939*. Coll. «Histoire et sociologie de la culture», no 11. Québec, Presses de l'Université Laval, 1978, 361 p. \$10.00

Ce troisième volume sur les idéologies du Québec français est consacré aux années trente. Il a les qualités et les défauts de ceux qui l'ont précédé, mais il sert encore plus efficacement la recherche. Pour peu qu'on soit attentif, on y retrouve, en effet, les éléments d'un débat productif. La juxtaposition des études révèle des nuances significatives, des contradictions même. Malheureusement, sauf dans la lumineuse contribution de Fernand Dumont, la discussion ne s'engage jamais car on est plutôt en présence d'une quinzaine de monologues parallèles qui s'ignorent les uns les autres. Bon point de départ, le livre en appelle donc un autre où seraient consignés les actes d'un débat véritable.

Dans l'avant-propos, les éditeurs prêtent aux objectifs que s'assignent les idéologies observées un caractère d'unanimité que le lecteur a peine à découvrir. Ces idéologies, selon eux, partageraient un but commun: «reconstruire un ordre social qui garderait sa gouverne hors de l'État». C'est dire que la thèse d'André Bélanger sur *L'Apolitisme des idéologies québécoises* (Québec, P.U.L., 1974) constitue un des pôles du débat. Bélanger résume de nouveau ici ses positions dans un article intitulé «Les idéologies et leur désert politique» (p. 29-39). Or la documentation rassemblée dans le présent recueil fournit une quantité impression-

nante de faits et d'arguments solides qui paraissent contredire la thèse de Bélanger. De toute façon, on peut douter que la question posée soit une bonne question et que les moyens déployés pour y répondre soient suffisants.

Le concept d'*apolitisme* n'est peut-être pas aussi opératoire qu'on le voudrait, du moins dans l'état actuel de la théorie. «Le politique est le phénomène auquel donne lieu la résolution de conflits assumée par une autorité», soutenait Bélanger dans son étude de 1974 (p. 5). Il prenait soin de préciser que cette autorité, qu'il préfère appeler gouverne, ne se réduit pas à l'instance étatique, ce qui ne l'empêche pas, en pratique, de mener son analyse comme si gouverne était synonyme d'État. L'*apolitisme* — rejet de la gouverne — peut adopter trois formes: un projet social étranger à l'autorité collective, un projet social visant ultimement le remplacement de la gouverne par l'administration des choses (dépérissement de l'État), un projet social tenant compte de la gouverne mais la vidant de son contenu conflictuel. Dans ce dernier cas, la gouverne se travestit en une sagesse supérieure qui, dotée du pouvoir infaillible de discerner le bien commun, propose la seule voie éliminant les conflits. Quelle idéologie n'emprunte pas l'une ou l'autre de ces formes d'*apolitisme* dans les moyens qu'elle annonce vouloir mettre en oeuvre ou les visées qu'elle entend poursuivre? Seule la démocratie à l'occidentale se donne pour un perpétuel arbitrage des conflits sociaux. Alors à quoi bon parler d'*apolitisme* dans un sens aussi large? Si l'on s'en tient à la première forme, on pourrait démontrer, assez facilement, semble-t-il, qu'aucune idéologie ne prétend s'affranchir de la gouverne absolument et à court terme (mis à part un anarchisme tout à fait utopique), à moins de définir l'*apolitisme* par un refus de l'étatisme ou de tout interventionnisme assez vigoureux pour y confiner. Or, comme nous invite à y réfléchir Dumont (p. 10), l'opposition à la concentration du pouvoir n'équivaut pas en soi à de l'*apolitisme*. Si ce qu'on a en vue est d'évaluer le degré de structuration de l'action, le niveau de mobilisation partisane ou la part d'action directe dévolue à l'État, il est superflu de recourir à un concept aussi vague que l'*apolitisme*. Au fond, on peut se demander si ce concept n'est pas plus normatif qu'opératoire et s'il ne se réfère pas tout bonnement, dans le cas du Québec, au modèle de la Révolution tranquille. Dès lors analyser les idéologies des années trente reviendrait à mesurer l'écart entre le discours de ces années et celui que tiendront les années soixante. Par conséquent, le concept d'*apolitisme* risquerait de n'être qu'un anachronisme. Plutôt que de soulever la question de l'*apolitisme*, il serait plus profitable de poser le problème de la transition, une transition, au Québec, compliquée d'une situation coloniale. La société québécoise tentait, depuis les années 1890, d'affronter, dans le discours, la réalité et les défis du changement engendré par l'industrialisation et l'urbanisation. Dans les années trente, la crise, mettant à nu les enjeux réels, confère à la réflexion des intellectuels une urgence nouvelle qui les sollicite dans le sens de l'action. La difficulté est de découvrir une voie québécoise, entre le fascisme et le communisme, qui ne se confonde pas avec le *statu quo*, qui porte un espoir de libération et respecte deux des lieux privilégiés d'autorité et de solidarité reconnus dans cette société: la

famille et l'Église. C'est ce que s'essayait à faire le jeune Guy Frégault qui, en 1937, sonnait le ralliement derrière la révolution personaliste, renvoyant dos à dos les tenants de la «solution fallacieuse» de l'étatisme, qu'elle soit «romaine ou moscovite»: «Ce n'est pas en étouffant l'homme avec le carcan de l'État qu'on le libérera» (*L'Action nationale*, fév. 1937, p. 83). De l'autre côté de l'océan, un autre jeune, Julien Green, notait dans son *Journal*, le 19 novembre 1932: «Je suis de ceux qui se font coller au mur dans toutes les révolutions. [...] Non, plus j'y réfléchis et mieux je comprends qu'un écrivain libre n'a pas sa place dans l'Europe telle qu'elle est en train de se constituer.» C'est dans cette conjoncture de montée des totalitarismes qu'Hermas Bastien choisissait le corporatisme social ou chrétien contre le corporatisme d'État: «Corporatisme signifie décentralisation des pouvoirs» (*L'Action nationale*, avril 1938, p. 311). L'État, dans ce régime, se garderait des erreurs qu'on lui voyait commettre: «Il devrait coordonner; il tend à tout absorber. Il devrait diriger le politique; il tend à accaparer toutes les activités» (*art. cit.*). Le thème dominant des années trente n'est pas l'apolitisme, mais l'ambivalence, l'hésitation, la recherche, caractéristiques des époques de transition, face à des possibles d'ailleurs limités par la crise économique, la domination nationale et l'insécurité.

Doutant que la question de l'apolitisme soit pertinente, on n'est pas sûr non plus qu'on ait pris les moyens d'y répondre. On rejoint là une faiblesse grave, commune aux trois volumes de la série sur *les Idéologies au Canada français*: le choix des idéologies à étudier. Ce choix inclut des manifestations idéologiques très marginales (*le Fasciste canadien* ou *Clarté*), mais exclut les organes du parti au pouvoir (*le Soleil*, par exemple), un grand journal d'information comme *la Presse* (mais on examine l'idéologie du *Star!*), les programmes électoraux et les discours des hommes politiques. Le programme de l'opposition en 1935, largement inspiré du Programme de restauration sociale, fruit de l'animation de l'École Sociale Populaire, n'est tout simplement pas analysé. Pourtant l'État avait un rôle à jouer dans ce programme et ce n'était plus de la rhétorique de jeunes, mais de l'action politique par des hommes d'âge mûr. On a beau jeu d'étaler les constats d'apolitisme (dont beaucoup sont d'ailleurs peu convaincants) quand on concentre l'analyse sur les idéologies des théoriciens en négligeant tout à fait celles des «praticiens», des hommes politiques. Bélanger fait allusion à cette lacune (p. 30). En outre, on se garde de comparer la législation québécoise de l'époque à celle d'autres provinces, comme l'Ontario. À ce prix, la décennie où on a réclamé plus que jamais auparavant l'intervention de l'État et qui a vu une effervescence politique inusitée peut bien nous paraître un désert politique. Il reste que c'est une illusion d'optique, une affaire de collimation. De la même façon, on déforme la réalité globale du Québec en escamotant deux données de base: la société québécoise était encadrée par des structures fédérales qui entravaient ses initiatives, et elle vivait, économiquement et politiquement, sous un régime de libéralisme. — Pourquoi la «première Révolution tranquille», celle des années trente, ne s'est-elle pas traduite dans la réalité autant que la seconde? Serait-ce parce que d'abord elle devait se faire dans les esprits? Serait-ce parce que le conser-

vatisme et sa vigoureuse personnification politique, Duplessis, l'auraient récupérée? De toute façon, l'expression de «première Révolution tranquille» est-elle heureuse, utile? Elle paraît embrouiller plus qu'éclairer, et risque de dérober son originalité à une époque qui était autre chose que la répétition générale, un peu hâtive, des années 1960.

L'espace manque pour commenter chaque article. On regrettera l'absence, trop souvent, de justification des corpus retenus pour fin d'analyse. Les deux meilleures études sont peut-être celles consacrées au *Devoir* et à Edouard Montpetit. Elles ne sont pas parfaites et demanderaient à être nuancées. Ainsi l'auteur exagère le «dogmatisme antiétatique» d'Edouard Montpetit et raidit outre mesure une pensée que certains textes mêmes de Montpetit révèlent moins statique et plus souple. Il reste que ces deux articles empruntent un cheminement logique et attentif au passé tel qu'il a été. Ils partent du discours pour aboutir au groupe social plutôt que de chercher *a priori* le discours attendu d'un groupe donné. Quelle utilité y a-t-il à poser au magister et, manuel des Autorités doctrinales en main, à faire subir à tels idéologues d'autrefois une sorte d'examen, à part la satisfaction de les déclarer recalés pour n'avoir «présenté aux ouvriers qu'un anticapitalisme inoffensif et utopique qui a contribué à les détourner davantage du véritable socialisme» (p. 210)? Dans le cas des indépendantistes de la *Nation*, il paraît plus approprié de s'interroger sur leur rôle dans l'évolution de l'idée nationale au sein de la société québécoise. Ce qui importe, en histoire, c'est de replacer une étape, en l'expliquant, dans l'expérience génétique d'une collectivité. Ce livre prouve que la théorie, indispensable, ne saurait remplacer cette bonne vieille qualité de l'historien: la sympathie, qui permet de comprendre les phénomènes de l'intérieur. En révèlent toute la valeur les respectueuses questions qu'à partir de notre réalité Fernand Dumont adresse à notre passé.

*Département d'histoire  
Université de Montréal*

PIERRE TRÉPANIÉ